

# Alexander Mercouris : la crise de légitimité politique à travers l'Europe

Alexander Mercouris analyse la crise de légitimité politique au sein d'une élite discréditée, qui conduit l'Europe vers un moment prérévolutionnaire. The Duran : <https://www.youtube.com/@TheDuran>  
Alexander Mercouris : <https://www.youtube.com/@AlexMercouris> Suivez le Prof. Glenn Diesen :  
Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon :  
<https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal :  
<https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : [buymeacoffee.com/gdiesen](http://buymeacoffee.com/gdiesen) Go  
Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons Alexander Mercouris, l'animateur du très populaire Duran, ainsi que du podcast Alexander Mercouris. Je mettrai un lien vers les deux dans la description. Merci beaucoup d'être de retour dans l'émission. — Ravi d'être là, Glenn. Je suis toujours impressionné par ta connaissance approfondie et ta précision sur la politique européenne. J'aimerais te poser une question sur ce qui se passe en politique britannique, parce que ce qu'on observe semble vraiment sans précédent. Mais avant ça, je me disais qu'un bon point de départ serait peut-être le fil conducteur qu'on retrouve dans la politique européenne en général. On a l'impression d'assister à l'émergence d'une élite politique dénationalisée, qui a tendance à ignorer les intérêts nationaux les plus élémentaires. On pourrait dire qu'il y a une focalisation excessive sur la politique étrangère, ou sur la guerre, et que cela pourrait bien alimenter des problèmes économiques et politiques. On voit des taux d'approbation très bas, un affaiblissement de l'opposition politique... Qu'est-ce que toi, tu observes à travers l'Europe en ce moment ?

## #Alexander Mercouris

Eh bien, je pense que vous avez décrit la situation tout à fait justement. Et la crise au Royaume-Uni est directement liée à cela. L'une des raisons pour lesquelles nous traversons une crise politique, c'est qu'il y a cette perception selon laquelle la direction politique du pays, et le Premier ministre actuel, Keir Starmer, sont trop concentrés sur ce qu'on appelle, de façon un peu euphémique, la politique étrangère. Sauf que, à vrai dire, ce n'est même pas vraiment de la politique étrangère, pas au sens classique du terme. Ce sur quoi ils se concentrent réellement, c'est la Russie, le conflit en Ukraine, et le processus plus large d'intégration européenne.

Les élites en Europe, et la Grande-Bretagne n'y échappe pas, ont peu à peu perdu à la fois l'intérêt et la capacité de comprendre les vrais problèmes qui s'accumulent dans leurs propres pays. Et c'est

ça, justement, qui crée une instabilité politique de plus en plus forte. Si on parle de Keir Starmer, par exemple, ici on l'appelle souvent « Never Here Keir », parce qu'il passe son temps à voyager à travers le monde, surtout à s'inquiéter de l'Ukraine. Et je pense que tout est dit. Beaucoup ont le sentiment qu'il est fondamentalement détaché, qu'il ne s'intéresse pas vraiment aux problèmes du peuple britannique, ni à ceux auxquels la Grande-Bretagne est confrontée — ces problèmes énormes, croissants, et de plus en plus difficiles à résoudre.

## **#Glenn**

Mais est-ce que les jours de Starmer sont comptés ? Et comment voyez-vous la prochaine élection changer la politique britannique ? Parce que là, on parle peut-être, vous savez, de Monsieur Brexit lui-même, Nigel Farage, qui pourrait bien, eh bien, devenir Premier ministre.

## **#Alexander Mercouris**

Eh bien, encore une fois, on en revient à votre point de départ, à savoir cette élite européenne qui reste très concentrée sur ces sujets. Et Starmer, lui, n'est pas une exception à la règle. Il est la règle. Il est tout à fait typique des autres. On le voit très bien avec Heiko Maas, en Allemagne, qui se concentre surtout sur le réarmement pour affronter la Russie, sur le soutien à l'Ukraine, et sur tout ce qui va avec. On le voit chez un politicien après l'autre. On l'a vu avec Frederiksen, au Danemark. On le voit aussi avec les différents dirigeants qu'on a eus dans des pays comme les Pays-Bas, la Pologne, et ailleurs. Ils sont presque tous entièrement tournés vers ces questions. Et si on parle de Starmer, oui, on se dirige sans doute peu à peu vers la fin de la période où il restera Premier ministre.

Mais pour l'instant, l'élite politique en place reste bien installée. Et ce qu'elle essaie de faire, c'est d'écarter Starmer pour trouver quelqu'un qui serait exactement comme lui, mais, d'une manière ou d'une autre, un peu plus populaire que Starmer lui-même. C'est pour ça que cette crise devient si compliquée, si difficile à résoudre : il n'y a, en réalité, personne qui puisse prendre la relève, continuer à faire ce que fait Starmer, tout en devenant populaire là où lui ne l'est pas. Quant à Farage et au parti Reform, eh bien, Farage vient de l'extérieur de cette élite dont on vient de parler. Par le passé, il a proposé des changements dans la politique étrangère britannique. Il a, par exemple, publié des articles où il suggérait que la guerre en Ukraine avait, en effet, été provoquée par certaines actions menées par l'Occident.

Mais plus il se rapproche du pouvoir lui-même, moins il parle de cette façon, et plus il commence à parler, comme le font les élites, de politique étrangère, des relations avec la Russie, de la situation générale en Europe. Et on a le sentiment qu'au fond, il ne sera pas celui qui aura l'autorité politique, ni même les compétences politiques, pour mener à bien ce grand changement de cap dont la politique britannique aurait besoin. D'une part, il est beaucoup trop préoccupé par l'idée d'attirer le soutien de membres de l'élite, de membres du Parti conservateur qui le rejoignent. Et il ne veut pas les effrayer en paraissant trop radical sur les questions de politique étrangère. Le lien entre la

politique étrangère et la crise de la politique intérieure, je pense que ce n'est pas un lien qu'il saisit vraiment dans toute sa complexité.

## **#Glenn**

Oui, eh bien, c'est un thème récurrent, aux États-Unis comme en Europe, on dirait. En gros, on peut voter pour qui on veut, on peut mettre quelqu'un d'autre sur le trône, mais au final, on ne change pas vraiment les politiques. Et ce n'est pas seulement avec Trump. Je pense que Meloni en est aussi un bon exemple. Les Italiens parlent toujours de la Meloni d'avant les élections, et bien sûr, de celle qui a pris le pouvoir ensuite — deux personnes très différentes. Mais évidemment, ces gouvernements très impopulaires... enfin, la raison pour laquelle ils s'effondrent tous dans les sondages à travers l'Europe, c'est qu'il y a une crise. En fait, on a l'impression qu'ils ne défendent plus vraiment l'intérêt national de base. Et ça, ça ne va pas disparaître, même si Farage arrive au pouvoir. Alors, selon vous, vers où va la Grande-Bretagne dans tout ça ? Parce qu'à un moment donné, les problèmes économiques devront bien... disons, cette réalité devra aussi finir par peser sur sa politique étrangère.

## **#Alexander Mercouris**

Nous sommes dans une situation particulièrement difficile, parce que, sous certains aspects, nos problèmes sont vraiment complexes à résoudre. Le Royaume-Uni, dans les années quatre-vingt, a peut-être trop misé sur son système financier. C'est le premier pays européen à avoir, en quelque sorte, désindustrialisé son économie, ou à s'être éloigné de la production manufacturière, qui était pourtant au cœur des économies occidentales. Le pays s'est fortement tourné vers les services financiers. Il a aussi beaucoup compté sur le pétrole de la mer du Nord pour équilibrer ses comptes. Et le résultat, c'est que lorsque la crise financière de deux mille huit est arrivée, le Royaume-Uni s'est retrouvé exposé, avec une économie trop unidimensionnelle, sans la profondeur stratégique nécessaire pour surmonter la tempête. Depuis deux mille huit, en conséquence, nous vivons une très longue période de stagnation économique.

Le niveau de vie est resté stable, voire en baisse. La production, elle aussi, stagne. L'endettement augmente, parce que les dépenses que les gouvernements doivent assumer ne cessent de croître, alors que l'économie, elle, ne progresse pas au même rythme. Les impôts montent, et le déficit courant, le déficit budgétaire, ainsi que le déficit commercial, se creusent sans arrêt. Nous avons donc un vrai problème au Royaume-Uni, un problème plus grave, plus profond que ce qu'on observe ailleurs en Europe. Et en même temps, pour des raisons historiques, nous sommes encore plus enfermés dans un consensus en matière de politique étrangère, sans doute plus que dans d'autres pays européens. Il n'existe donc pas, par exemple, d'équivalent à l'AfD en Grande-Bretagne, où l'on verrait des gens défendre des idées et des programmes véritablement alternatifs.

Nous, on n'a rien de comparable à Le Pen et au Rassemblement national, ni à Mélenchon et à ses forces de gauche, qui remettent aussi en cause ces idées. Il n'y a personne comme Salvini, qui en

Italie est vice-premier ministre, qui a une certaine autorité et qui s'oppose à tout ça. Du coup, on se retrouve avec un ensemble de problèmes particulièrement difficiles, qui demandent une vraie solution et beaucoup d'attention. Et notre classe politique est peut-être encore plus fermée à ces réalités que ce qu'on voit ailleurs en Europe. Tout cela crée des tensions croissantes, et une exaspération grandissante du côté du public britannique. Beaucoup de gens disent que, pour la première fois, ils ressentent une atmosphère de colère dans la société britannique au sens large. Si vous regardez les médias britanniques, vous voyez ce mot "colère" partout.

Et c'est ça, la cause du problème. Le danger, c'est que comme le système politique ici ne réagit plus, on se retrouve un peu comme dans une cocotte-minute, avec la colère qui monte sans arrêt. Et à un moment, cette cocotte-minute pourrait bien exploser. Ça pourrait faire émerger des mouvements politiques, des forces politiques qu'on ne voit pas encore, mais qui pourraient être bien plus radicales que tout ce qu'on a connu jusqu'à présent. On pourrait alors assister à des changements politiques en Grande-Bretagne, très soudains, très brutaux, qui ne seraient pas tempérés par le consensus, et qui, à long terme, pourraient être extrêmement déstabilisants. C'est pour ça que j'ai parlé d'une situation presque pré-révolutionnaire. C'est, en gros, la raison de tout cela.

## **#Glenn**

Oui, non, enfin, on n'est pas encore en mille huit cent quarante-huit, mais quand même, on a vraiment l'impression que la légitimité politique traverse une crise, au point qu'elle ne tient plus vraiment. À un moment donné, comme vous l'avez dit, la cocotte-minute finit par exploser. On ne peut pas aller indéfiniment dans la même direction. Mais je suis content que vous ayez mentionné l'Allemagne, parce qu'eux, ils ont d'autres options. Enfin, l'Alternative pour l'Allemagne, qui est aujourd'hui le parti le plus populaire dans les sondages allemands. C'est assez remarquable, vu qu'il n'a été fondé qu'en deux mille douze ou deux mille treize. Donc c'est un parti relativement récent. Et à ce propos, on voit bien que le chancelier allemand, Friedrich Merz, est encore moins populaire que Starmer.

Alors bien sûr, il est toujours... Ce qui est arrivé à l'Allemagne est assez remarquable, parce que, comme on le sait, après la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne a en quelque sorte reconstruit toute son image. Elle a tiré les leçons de l'histoire. Elle s'est engagée de moins en moins dans les guerres. C'était l'économie qui devait faire avancer l'Europe, tout ça. On voyait des dirigeants allemands rencontrer les Russes, en gros surmonter le poids de l'histoire, toutes ces choses qui ont défini l'Allemagne et qui ont aussi influencé ce que l'Europe était censée représenter. Aujourd'hui, on voit une Allemagne très différente. Elle se désindustrialise, elle fait face à un énorme problème économique. Comme je l'ai dit, il y a une crise de légitimité politique. Et pendant que tout cela se produit, on voit aussi la mise en cause, voire le ciblage, de l'opposition.

Autrement dit, ils utilisent maintenant les services de renseignement contre l'AfD, en la qualifiant d'organisation extrémiste. Et bien sûr, Merz lui-même... disons qu'il n'a pas tellement retenu les leçons de l'histoire, on dirait. Encore une fois, comme son prédécesseur, il a soutenu le génocide à Gaza.

Merz a déclaré qu'Israël faisait le sale boulot pour nous quand ils ont attaqué l'Iran. Et maintenant, évidemment, ils travaillent à produire en masse des drones et des missiles pour pouvoir attaquer la Russie. C'est une Allemagne très différente de celle qu'on a connue, surtout dans les années quatre-vingt-dix et même après. Mais à quel point tout ça peut-il durer, si on revient à votre image de la cocotte-minute ? Parce que tout semble s'intensifier. Oui, ça s'intensifie vraiment.

## **#Alexander Mercouris**

Et il faut bien insister sur le fait que tout ce dont on parle ici — les discussions sur l'interdiction de l'AfD, les restrictions à la liberté d'expression, de réunion, et tout le reste — eh bien, au Royaume-Uni, de façon incroyable, et c'est passé presque inaperçu, un avocat qui avait réussi à défendre ses clients au tribunal, des clients issus d'un groupe de protestation opposé à certains événements qui se déroulaient à Gaza, cet avocat a ensuite été poursuivi pour outrage au tribunal, uniquement à cause du discours de défense qu'il avait prononcé devant le juge. Et, pendant un certain temps, il était même considéré comme un outrage au tribunal — ce qui est un délit passible de cinq ans de prison — de simplement rapporter que ce procès avait lieu. C'est quand même incroyable. Mais voilà, on en est là aujourd'hui.

L'avocat, d'ailleurs, je devrais le préciser, a été acquitté. Donc, il a gagné son procès. Le fait est que tout cela montre une insécurité et une nervosité croissantes du côté du système politique. On parle d'interdire l'AfD, de la faire enquêter par les services de sécurité... Tout ça, c'est le signe d'un système politique qui n'arrive pas à changer ses politiques, qui refuse de s'adapter aux transformations à venir, et qui réagit de la seule manière qu'il pense encore possible : en utilisant des outils répressifs et administratifs. Et là encore, je dois le dire clairement : quand on en arrive à ce genre de situation, on est face à un risque de crise. C'est évident : quand un pays envisage d'interdire son parti le plus populaire et de le faire enquêter de cette façon, c'est le signe d'une grave crise de légitimité.

Et une crise de légitimité pour laquelle, franchement, on n'a pas vraiment de boussole pour nous guider. Alors, vous avez tout à fait raison. Et d'ailleurs, c'est de l'Allemagne qu'il s'agit ici. C'est là qu'on voit une différence fondamentale entre l'Allemagne et le Royaume-Uni. En Allemagne, ils vont à contre-courant de leur histoire récente, qui visait une Europe pacifique et stable, une relation équilibrée avec la Russie, des liens économiques étroits avec la Russie, l'Ostpolitik et tout ce qui va avec — une politique qui remonte aux années soixante. Au Royaume-Uni, c'est l'inverse. C'est presque un excès de politique, parce qu'ici, depuis toujours, le mythe fondateur de la politique étrangère britannique, c'est Churchill en mille neuf cent quarante. C'est toujours ce dont on parle, souvent en se trompant complètement d'ailleurs, et c'est ce à quoi on veut revenir. Mais au final, l'effet est le même.

Et il y a une crise de légitimité en Grande-Bretagne. Il y a une crise de légitimité en Allemagne. Et ça va peu à peu s'étendre à travers l'Europe. Pour être tout à fait clair, ce n'est pas quelque chose que je souhaite, ni quelque chose avec lequel je me sens à l'aise. Je ne veux pas voir un changement désordonné, chaotique. Je veux voir un changement ordonné des politiques, à mesure que le

système s'adapte aux circonstances et reste attentif aux évolutions de l'opinion. C'est le type de système politique avec lequel j'ai grandi. Mais tout cela reflète la fragilité extrême du système actuel, devenu très rigide, incapable de s'adapter, et aujourd'hui en pleine crise. Et moi-même, je ne sais pas exactement comment les choses vont évoluer. Mais je peux dire une chose : en Allemagne, comme en Grande-Bretagne, cette situation n'est pas tenable.

## **#Glenn**

Moi aussi, je préfère les changements lents, progressifs. Mais c'est bien là le problème : à force de freiner, on finit par ne plus pouvoir réformer. Et puis, quand la légitimité s'effrite, que l'opposition se renforce, et qu'on la bloque ou même qu'on l'attaque, les problèmes ne disparaissent pas. La pression monte, tout simplement. Et quand le changement finit par arriver, il est forcément plus désordonné, plus perturbateur. Mais bien sûr, quand on parle de l'Allemagne et du Royaume-Uni, on pourrait mettre la France dans la même catégorie. Macron gardera le pouvoir, presque quoi qu'en disent les urnes... enfin, jusqu'à un certain point.

Et il a aussi, bien sûr, utilisé la guerre juridique contre l'opposition, contre Le Pen. Mais selon vous, que se passe-t-il dans les pays européens de taille moyenne ou plus petite ? Parce qu'on a vu qu'ils ont réussi, en Roumanie, à annuler en quelque sorte les résultats des élections, mais ça semble maintenant s'effondrer. Il y a eu de nouvelles élections en Bulgarie. En Hongrie, se débarrasser d'Orbán a peut-être été célébré un peu trop tôt, parce qu'on dirait que les changements ne seront pas si profonds que ça. Et bien sûr, la Slovaquie tient toujours bon. Donc ce n'est pas seulement une affaire des grands pays de l'Union européenne.

## **#Alexander Mercouris**

Oui, les petits pays montrent encore plus de vitalité et d'initiative politique, sans doute parce qu'ils sont justement plus petits. Ils n'ont pas les appareils sécuritaires complexes qu'ont les grandes puissances, et ils sont moins liés au système que ces grands États. Dans un petit pays, il est plus facile pour les gens de s'organiser, parce que c'est tout simplement moins difficile que dans un grand pays, où il faut le faire à une échelle bien plus vaste.

Le problème, c'est que les petits pays ne peuvent pas faire grand-chose pour changer la direction générale. Les grands pays d'Europe doivent être impliqués. L'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni... ce sont eux qui, au final, décident de l'orientation de la politique européenne. Pas la Slovaquie, ni la Pologne, la Croatie, la Slovénie, la Hongrie ou la Bulgarie, ni d'autres pays de ce type. Alors oui, les petits pays sont importants, parce qu'ils apportent un contrepoids, et qu'ils ouvrent un espace pour le dialogue et l'action. Mais il faut d'abord que le changement vienne des grands pays, sinon rien ne bougera.

## **#Glenn**

Eh bien, comme vous l'avez dit, une grande partie de l'obsession en matière de politique étrangère concerne bien sûr la Russie, et cela crée encore plus de problèmes pour les économies européennes. Mais on dirait qu'il y a un léger changement de ton — rien de vraiment massif, mais... après plus de quatre ans à répéter que les armes sont le chemin vers la paix, et à boycotter la diplomatie, ce qui semble faire partie d'une stratégie plus large consistant à se battre jusqu'au dernier Ukrainien, on voit maintenant apparaître quelques discussions sur le fait qu'il faudrait peut-être — c'est très radical dans l'Union européenne, et très controversé — mais qu'il faudrait peut-être parler à l'autre camp, faire de la diplomatie.

Et encore une fois, étant donné qu'ils se sont plus ou moins tous mis d'accord pour ne pas faire de diplomatie, et qu'ils l'ont même criminalisée, c'est peut-être un peu difficile de revenir en arrière. Mais le président finlandais, Stubb, a fait remarquer qu'il était temps de parler à la Russie — du moins, c'est ce qu'a rapporté le Washington Post. Je ne sais pas si cela veut dire qu'il pense être celui qui devrait mener les discussions au nom de l'Union européenne. Mais selon vous, est-ce que ça peut vraiment avancer ? Ou est-ce qu'on en est encore à débattre de qui va parler, de ce dont on peut parler, et de qui devrait nous représenter ?

## **#Alexander Mercouris**

C'est là que ça devient vraiment frustrant, parce que, oui, les événements commencent à leur mettre la pression. Ils voient bien que la situation économique se dégrade dans leurs sociétés. Ils sentent que leur population devient agitée. Ils sont nerveux, pas sûrs d'eux, inquiets pour leur propre contrôle. Parfois, je me demande à quel point ils comprennent vraiment ce qui se passe en Ukraine et l'évolution de la guerre. J'ai parfois l'impression qu'ils sont complètement déconnectés de la réalité à ce sujet. Mais peut-être que certains d'entre eux comprennent. J'aperçois par moments quelques signes qu'ils réalisent que la guerre ne se passe pas bien, et que la victoire tant espérée sur la Russie n'aura pas lieu.

Le problème, c'est que même quand les événements les poussent vers la conclusion logique, à savoir que la diplomatie avec les Russes est essentielle, on sent bien que le cœur n'y est pas. Ils n'ont pas vraiment une grande conviction derrière tout ça. Ça fait pourtant plusieurs mois qu'ils en parlent. Les choses ont vraiment commencé en décembre, au moment des débats sur le prêt à l'Ukraine. Et là, on est en mai. Ils ne se sont toujours pas mis d'accord sur la personne qui doit diriger les négociations avec les Russes. Autrement dit, ils n'ont absolument pas avancé sur ce point. Ils n'ont pas non plus élaboré de propositions concrètes à discuter avec les Russes, ni même prévu d'aller à Moscou pour échanger des idées.

Je veux dire, c'est un point que vous soulignez souvent dans vos écrits : ils ne montrent aucun réel intérêt à écouter ce que les Russes ont à dire. On a eu cet épisode désastreux quand Macron a envoyé deux de ses collaborateurs à Moscou, et les Russes ont eu l'impression qu'on leur faisait encore la leçon, qu'ils entendaient les mêmes arguments qu'on leur répète depuis toujours. Alors les Russes ont dit : mais enfin, à quoi bon tout ça ? Ce n'est pas une négociation, c'est un dialogue à

sens unique. En fait, c'est un dialogue de sourds. Donc, on a l'impression qu'ils ne sont pas capables, même si certains ont compris intellectuellement qu'il est inévitable de parler aux Russes, de vraiment le mettre en pratique.

Ils ne font toujours pas ce qu'il faudrait pour avancer dans cette direction, avec la moindre chance de succès. Ils n'ont même plus défini de façon réaliste ce que serait une réussite, ni quel est leur objectif dans ce conflit. Est-ce de vaincre la Russie ? Comment ? Comment vaincre la Russie aujourd'hui ? Est-ce de tenir tête aux Russes jusqu'à un point mort ? Qu'est-ce que ça veut dire, concrètement ? Ou bien d'essayer de s'adapter à la possibilité d'une victoire russe, quelle qu'elle soit ? Mais là encore, ils n'en ont pas vraiment discuté. Donc, puisqu'il n'y a en réalité aucun accord sur rien de fondamental, il est très difficile d'imaginer que ces négociations, ou ces projets de négociations, puissent avancer.

## **#Alexander Mercouris**

Oui, c'est le cas.

## **#Alexander Mercouris**

C'est un signe que la réalité commence à s'imposer, puisqu'ils parlent de parler aux Russes. Mais avant que quelque chose de concret ne se produise, ils doivent accepter qu'une simple discussion avec les Russes ne suffit pas. Ils doivent décider de quoi ils vont parler, et qui va les représenter.

## **#Glenn**

Oui, non, c'est étrange à regarder, parce que c'est toujours la même logique. Les Européens disent qu'ils ont besoin d'une place à la table. Ils trouvent injuste que tout soit discuté entre les Américains et les Russes, au-dessus de la tête des Européens. Donc, ils veulent une place à la table, mais personne ne veut parler à la Russie. Et ceux qui disent, eh bien, peut-être que, vous savez, quelqu'un comme Kaja Kallas devrait mener les discussions... on a l'impression que c'est juste pour s'assurer que rien n'avance. Je veux dire, c'est la même Kaja Kallas qui a dit qu'il n'y avait aucun intérêt à parler à Poutine. Et bien sûr, selon elle, la Russie devrait être divisée en plusieurs petits pays, parce qu'ils seraient plus faciles à gérer.

Je ne vois pas de véritable diplomatie émerger. Même Mertz, maintenant, il semble aller sur Twitter presque tous les jours, ou en tout cas très souvent. À chaque fois qu'il y a une frappe de la Russie contre l'Ukraine, l'argument, pas seulement de sa part mais aussi de la part d'autres dirigeants européens, c'est : regardez ce que les Russes ont fait. Ils ont lancé une grande attaque contre l'Ukraine, donc ça prouve qu'ils ne veulent pas d'un accord négocié. Mais ce sont les mêmes personnes qui refusent même de décrocher le téléphone pour parler à l'autre camp. Alors, quand ils

parlent de négociations, on a l'impression qu'ils confondent ça avec une capitulation. En gros, si la Russie veut la paix, elle devrait arrêter toutes les attaques et, en fait, abandonner tout moyen de pression.

Mais tout ça n'a aucun sens, quand on voit que les Européens veulent juste un cessez-le-feu pour, je suppose, mettre fin aux combats, se regrouper et réapprovisionner l'Ukraine en armes. Parfois, je repense à deux mille vingt-deux. À ce moment-là, quand ce grand consensus est apparu, disant qu'il fallait tous boycotter la diplomatie, Macron a été le dernier à se rallier. Il a essayé un peu, après, de maintenir le dialogue avec les Russes. Et je me souviens qu'à l'époque, les médias avaient rapporté que Macron avait déclaré qu'il était important de parler à la Russie, parce que l'avenir de l'Europe ne devait pas se décider à Washington ni à Moscou. Donc, il fallait qu'on soit impliqués. Et je trouvais que ça avait beaucoup de sens. Mais bien sûr, il a fini par rentrer dans le rang, comme les autres. Et maintenant, lui non plus ne veut plus parler aux Russes. C'est incroyable à voir.

## **#Alexander Mercouris**

C'est incroyable à voir. Et on en revient à ce qu'on disait tout à l'heure sur la crise intérieure. Cette crise intérieure, ces crises de légitimité qu'on observe un peu partout en Europe, sont en grande partie le produit de ce type d'état d'esprit. On ne s'adapte pas aux réalités. On ne s'adapte ni aux réalités économiques, ni aux réalités de la politique étrangère, ni aux changements sociaux qui traversent nos sociétés. On a raison, on campe sur ses valeurs, on insiste pour qu'elles l'emportent. Et on parle toujours de valeurs, on se réfugie dans ce langage-là, ce qui, encore une fois, empêche toute véritable sortie du piège dans lequel on s'est enfermé. Et puis, de temps en temps, ils se rassurent. Ils se disent que la guerre ne se passe pas si bien pour les Russes, que les choses avancent un peu plus lentement maintenant.

Ça veut dire qu'ils sont dans l'impasse. Ils se cachent derrière ce vœu pieux, parce qu'ils n'arrivent pas à rompre avec la ligne qu'ils ont tous choisie, y compris Macron, finalement, en deux mille vingt-deux. Et deux mille vingt-deux, quand on regardera en arrière, ce sera vu comme une année extraordinaire. Une année où le premier pas vers la catastrophe a été franchi. Je veux dire, nous, en Occident, on aurait pu s'adapter aux changements, aux conséquences de la guerre et aux transformations économiques. Mais notre refus de le faire nous a, en gros, condamnés à une crise majeure, qui arrive inévitablement. Et les Américains, de leur côté, deviennent exaspérés, frustrés, et commencent à montrer des signes de désengagement. Quant aux Russes, on dirait qu'ils se sentent de plus en plus provoqués.

## **#Glenn**

Je vois les médias, un peu partout en Europe, remplis de titres du même genre. On revient à l'idée que l'Ukraine est en train de gagner, qu'elle a déjà renversé la situation. Et, bien sûr, on nous dit que Poutine tremble dans ses bottes. Et qu'il est encore malade, qu'il est en train de mourir. Ce genre d'histoires ressort régulièrement, à chaque fois qu'il faut rassurer le public en disant : « Vous

voyez, on peut vraiment gagner en Ukraine. » Et maintenant, tous les problèmes de corruption en Ukraine sont présentés, dans certaines parties de l'Europe, comme la preuve que, justement, les gens sont tenus pour responsables.

La démocratie fonctionne, ce qui est, encore une fois, une sorte de stratégie fondée sur l'espoir : si on arrive à reconstruire socialement le monde comme on voudrait qu'il soit, alors peut-être, oui peut-être, que ça finira par devenir réalité. Mais une grande partie de cette hystérie collective en Europe semble venir du fait que le continent a perdu sa place dans le monde. L'Europe n'est plus le partenaire junior des États-Unis. L'Occident politique, dans son ensemble, n'a plus la même cohésion que celle qui avait permis de créer l'hégémonie unipolaire ou libérale. Et il y a aussi ce déclin économique, qui alimente encore davantage le sentiment de désespoir. Alors, si on regarde tout ça, comment voyez-vous cette stagnation à long terme ? Quelles en sont, selon vous, les principales causes structurelles ?

## **#Alexander Mercouris**

Et je peux dire que tout ce que vous venez de dire est non seulement vrai, mais c'est particulièrement vrai pour la Grande-Bretagne. Parce que, bien sûr, la Grande-Bretagne est sortie de la Seconde Guerre mondiale en restant une puissance mondiale, une grande puissance, un allié important des États-Unis, un pays doté de forces armées très puissantes, avec la troisième base industrielle du monde. Et toute l'hypothèse de départ, en Grande-Bretagne, c'est que nous sommes encore une grande puissance, malgré le fait que nous ayons reculé sur tous ces plans. Donc, il y a... enfin, c'est...

## **#Alexander Mercouris**

En privé, bien sûr, tout le monde le comprend. Il y a donc cette idée que, quelque part, nous sommes en train de perdre notre position. Que nous sommes maintenant dans une phase de déclin profond. Et que, d'une certaine manière, cela voudrait dire qu'il faut s'accrocher encore plus fort à ce qui reste de notre statut de grande puissance — ce qui, aujourd'hui, se traduit surtout par notre confrontation avec la Russie. Alors, où cela laisse-t-il l'Europe ? Dans une situation très difficile, très complexe, et globalement très mauvaise. L'Europe s'est depuis longtemps habituée — pas seulement au vingtième siècle, ni même au dix-neuvième, mais depuis des centaines d'années — à être le centre de l'humanité. Le lieu principal où le progrès humain se réalise, où le niveau de vie est le plus élevé, où les transformations économiques sont les plus dynamiques, où la science et la technologie avancent le plus vite, et où la pensée philosophique, la culture et l'art sont les plus vivants.

Et maintenant, ce à quoi nous faisons face, c'est la réelle possibilité de devenir une région marginale. Et ça, c'est quelque chose de très, très inquiétant, et de très troublant. Pas seulement pour les élites européennes, mais, je le soupçonne, au fond, pour une grande partie de la population européenne, qui commence sans doute à le ressentir. Et c'est aussi ce qui explique en partie cette crise de légitimité. Mais les choses n'ont pas besoin d'aller dans ce sens. Si l'Europe est devenue si

importante à l'origine, c'est justement parce qu'elle savait être flexible, parce qu'elle savait faire de la diplomatie, parce qu'elle avait des approches objectives — ou, si ce n'était pas toujours le cas, au moins pragmatiques — en matière de politique économique. Le problème, c'est que tout cela s'est effondré. Cet état d'esprit dont nous parlions à l'instant, c'est lui qui menace aujourd'hui l'Europe de marginalisation.

La grande question, c'est de savoir si nous avons encore, en Europe, la volonté, l'imagination et l'énergie nécessaires pour redresser la situation. Mais pour y parvenir, il faut d'abord comprendre une vérité absolument essentielle : pour redresser la situation, nous devons trouver une forme d'entente avec les Russes. Les Russes font partie de l'Europe. Ils en sont même une composante majeure. Ils ont apporté une contribution importante à la culture européenne. Mais même si on met cela de côté, nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de continuer à subir l'épuisement d'une confrontation sans fin avec eux. Cela nous épuise, et cela déstabilise nos sociétés. Et ça, compte tenu de la manière dont certains en Europe perçoivent la Russie, ce sera très difficile à admettre pour eux.

## **#Glenn**

Mais voilà le problème. On ne voit ni imagination, ni réelle volonté d'essayer de dépasser ce conflit, cette obsession de devoir absolument vaincre les Russes. C'est assez extrême, parce que j'ai aussi demandé à certaines personnes : qu'est-ce que ça veut dire, exactement ? Comment peut-on vaincre la plus grande puissance nucléaire du monde, qui se considère elle-même en lutte pour sa survie ? C'est une démarche extrêmement dangereuse. Mais alors, quelle issue possible pour l'Europe ? Vous disiez que les Britanniques craignent peut-être de passer du statut de centre du monde, sur le plan économique, à celui d'un pays relégué au second plan.

Il y a eu ce document stratégique allemand très intéressant, publié en deux mille dix. Il disait, en gros : il faut qu'on fasse quelque chose pour éviter de devenir simplement, vous savez, la péninsule occidentale du continent eurasiatique. Et j'ai trouvé que c'était une formule très juste. En fait, j'ai repris cette expression et je l'ai utilisée comme titre dans mon livre, que j'ai appelé \*L'Europe, péninsule occidentale de la Grande Eurasie\*. Mais mon idée, c'était plutôt de dire que ce serait une solution pour les Européens. Parce que si un monde multipolaire est en train d'émerger, les États-Unis ne sont plus la seule puissance, et l'Europe n'est plus le centre.

Elle pourrait prospérer si elle diversifiait ses liens économiques, autrement dit, si elle travaillait avec tout le monde. Mais il faut aussi reconnaître le choix inverse des Européens : ils peuvent, eux, décider de miser entièrement sur les États-Unis, de mettre tous leurs œufs dans le panier américain, même s'ils ne veulent plus vraiment être en Europe, en espérant que cela ravivera l'unipolarité et que l'Amérique retrouvera un intérêt pour l'Europe. Mais ce choix-là, ce serait leur perte assurée. J'ai vraiment l'impression qu'on a choisi cette deuxième option. Mais selon vous, est-ce qu'il est trop tard ? Ma dernière question, c'est justement ça : est-ce qu'il est trop tard pour que l'Europe opère des changements fondamentaux ? Parce que cela fait des décennies qu'on ignore la souveraineté

technologique, l'autonomie politique. On a perdu trente-cinq ans après la guerre froide, alors qu'on aurait pu faire la paix avec les Russes au lieu de reconstruire une logique de blocs. Tant d'années ont été gaspillées. Alors, est-ce que vous voyez encore une possibilité de...

## **#Alexander Mercouris**

Je dirais... est-ce qu'il y a une chance de renverser la situation, ou est-ce qu'on est tous condamnés ? Eh bien, d'abord, je dois dire que je dois absolument lire votre livre, parce qu'il a l'air incroyablement clairvoyant, si je puis dire. Il décrit exactement le moment où nous avons pris la mauvaise direction, le mauvais chemin. Donc oui, il nous reste encore un peu de temps. Nous restons un continent très riche. Dans l'ensemble, nous sommes très instruits. Nous avons tout cet immense héritage culturel et intellectuel. Mais nous vivons à crédit, et il aurait vraiment mieux valu qu'on prenne les bonnes décisions il y a quinze ans.

Et c'est tragique, et d'une certaine façon déroutant, que nous ne l'ayons pas fait. Je pense que c'est en fait l'une des grandes questions qu'il faut poser : pourquoi exactement avons-nous choisi d'aller dans une direction qui était déjà la mauvaise ? On pouvait voir que ce serait une erreur, parce que, comme vous le dites très justement, devenir l'extrémité occidentale de l'Eurasie n'est pas du tout une mauvaise issue. Je veux dire, l'Eurasie... on ne va pas se retrouver dans une situation où la Russie resterait indéfiniment pauvre, ou, vous savez, peu importe, où la Chine resterait indéfiniment un pays du tiers monde, comme on disait autrefois. Ce sont des régions dynamiques. Et d'autres parties de l'Eurasie le sont aussi.

S'impliquer dans ces affaires-là, et y aller ensemble avec ce que nous avons, c'est une façon non seulement de les dynamiser, mais aussi de nous redonner de l'énergie à nous-mêmes, et de façonner l'avenir, si vous voulez, dans notre propre intérêt. Mais évidemment, nous ne l'avons pas fait. Et retrouver cette voie va être bien plus difficile aujourd'hui qu'il y a quinze ans, parce qu'on a perdu énormément de bonne volonté en Russie. Poutine a donné une conférence de presse samedi, après le défilé de la victoire, et j'ai fait remarquer à quel point il semblait amer vis-à-vis de l'Europe. Et pourtant, Poutine était sans doute la figure la plus pro-européenne au sein du Kremlin, à la base. Les autres, eux, regardent déjà au-delà de l'Europe. Ils pensent davantage à la Chine, à l'Inde, à tout ça. Et toute la conversation en Russie a changé aussi.

Et pour l'Europe, régler la question avec la Russie est essentiel, parce que c'est la Russie qui est la porte d'entrée de l'Europe vers l'Eurasie. Ce sont les Russes qui tiennent la porte, le passage. Ils peuvent l'ouvrir, ou la fermer. Donc oui, il faut absolument qu'on trouve un terrain d'entente avec eux. Si on y parvient, alors les choses peuvent commencer à s'inverser, à évoluer. Et avec le temps, ce changement pourrait s'ancre durablement, et on verrait clairement la différence. Mais plus on attend, plus ce sera difficile. Et même si je ne pense pas qu'on en soit encore là, il viendra un moment où ce sera le point de non-retour. Où nous serons devenus tellement appauvris, tellement marginalisés, que les autres n'auront tout simplement plus aucun intérêt à s'impliquer avec nous.

## **#Glenn**

Cette incapacité à s'adapter à la réalité, je crois que c'est ça qui est si épuisant à regarder, si étouffant. On entend sans arrêt le slogan « toujours plus d'Europe ». Tout le monde doit rentrer dans le rang. Pour moi, l'exemple le plus frappant récemment, c'est quand le Premier ministre slovaque est allé à Moscou pour le défilé du neuf mai. Et ensuite, le chancelier allemand a menacé de le sanctionner, simplement parce qu'il était allé à Moscou pour commémorer la défaite de l'Allemagne nazie. Un autre chancelier allemand veut le punir. J'ai trouvé ça incroyable, parce qu'ils n'ont aucune solution pour rétablir les relations avec la Russie. Et pourtant, ils ont fait la même chose avec Orbán quand il est allé à Moscou pour des raisons diplomatiques.

Ils ont décidé de le punir. Et moi, je pense toujours que ce que vous évoquiez tout à l'heure, cette vitalité qu'on doit retrouver, passe souvent par la décentralisation. Regardez les cités grecques : elles étaient en concurrence, avec des systèmes économiques et des formes de gouvernance différents. Elles expérimentaient, elles copiaient ce qui fonctionnait. On peut dire que le système des États américains a suivi la même logique. L'Europe aussi, avec tous ses États, a beaucoup progressé de cette manière. Mais aujourd'hui, cette uniformité de masse, même autour d'idées ou de récits absurdes, devient vraiment destructrice. Alors, voyons si on peut en sortir.

## **#Alexander Mercouris**

Bon, en tout cas, un dernier mot avant de conclure... Eh bien, je pense qu'il ne faut pas céder au désespoir. Il reste du temps. Et j'ai vraiment le sentiment qu'on est proches d'un point de bascule. Il y a une crise au Royaume-Uni, une crise en Allemagne. Il y aura de nouvelles élections en France l'année prochaine. Donc, il est possible que le changement arrive, et peut-être plus vite qu'on ne le pense. Mais il faut quand même dire que nous vivons sur du temps emprunté. Nous n'avons plus beaucoup de marge de manœuvre. À moins de nous adapter à un monde qui est, en gros, devenu post-américain, ce ne sera pas seulement un monde post-américain. Ce sera un monde post-occidental. Et dans ce monde-là, nous ne serons plus qu'une petite région laissée de côté, qui ne sera plus le grand moteur auquel nous étions tous habitués, et que, d'une certaine manière, nous devons continuer à être.

## **#Glenn**

Eh bien, cet optimisme prudent, c'est déjà mieux que la façon dont je termine d'habitude ce podcast, alors je prends ! Et merci beaucoup.

## **#Alexander Mercouris**

Merci. Merci, Glenn Diesen.